



IRDA PARIS

Institut de recherche
en droit des affaires
de Paris

Revue des sommaires

Vendredi 17 janvier 2025

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

Recueil Dalloz

> hebdomadaire
201^e année
16 janvier 2025
n° 2 / 8067^e
pages 49 à 104



ÉDITORIAL

49 Pour une protection pénale des androïdes parahumains, *Fabrice Defferrard*

ACTUALITÉS

- 54 Droit d'enregistrement (cession) : détermination de la nature des droits sociaux
- 54 Trouble de voisinage (répétition) : point de départ de la prescription
- 55 Nationalité (perte par désuétude) : questions prioritaires de constitutionnalité
- 57 Dénonciation calomnieuse (liberté d'expression) : contrôle de proportionnalité
- 58 Entrave à la circulation (liberté d'expression) : contrôle de proportionnalité
- 59 Étranger (rétention administrative) : calcul du délai de prolongation
- 60 Cycle de conférences (Cour de cassation) : retour d'expérience des juridictions pénales internationales

POINT DE VUE

- 62 Émission de gaz à effet de serre : non-immixtion dans le calcul des réductions à exiger des entreprises, Sur l'arrêt de la cour d'appel de La Haye dans l'affaire *Milieudéfensie*, *Noëlle Lenoir*

ÉTUDES ET COMMENTAIRES

- 71 **Panoramas** : Avocat, *Thierry Wickers*
- 82 Droit du travail, *Stéphane Vernac et Ylias Ferkane*
Notes : Reconnaissance et inscription dans l'acte de naissance du changement de prénom et d'identité de genre dans l'Union européenne, sous *CJUE 4 oct. 2024*
- 93 • note *Bernard Haftel*
- 98 • note *Hélène Gaudin et Ludovic Pailler*

ENTRETIEN

- 104 Arthur Carpentier et Théo Scherer – MAD : risques et dérives des fichiers de police

Lefebvre Dalloz

DA|LOZ



Version numérique incluse*



322502



9 782993 225028

Recueil Dalloz

Tour Lefebvre Dalloz
10 place des Vosges - CS 90358
92072 Paris La défense Cedex
Tél. (Rédaction) 07 86 62 03 57
www.dalloz.fr - recueil@dalloz.fr

PRÉSIDENTE, DIRECTRICE DE LA PUBLICATION,
KÉTTY DE FALCO
DIRECTRICE GÉNÉRALE, DIRECTRICE DES ÉDITIONS,
CAROLINE SORDET

DIRECTRICE « CIVIL - PÉNAL & OUVRAGES »,
HELENE HOCH

CONSEIL SCIENTIFIQUE

ALAIN BÉNARANT, NICOLAS DISSAUX,
BÉNÉDICTE FAUVARQUE-COSSON ET PHILIPPE MERLE

DIRECTRICE SCIENTIFIQUE

PASCALLE DEUMIER

RÉDACTION

- DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (01 40 64 54 03)

- RÉDACTION

Maiëlle HARSCOÛËT DE KERAVEL (01 40 64 53 79)

- CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET

Concurrence-Distribution : Eric CHEVRIER

Contrat d'affaires : Xavier DELPECH

Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD

Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET

Société et marché financier : Alain LIENHARD

- ÉDITION-RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Patricia ANDRY (01 40 64 52 84)

Laurence BREUZE-DINNAT (01 40 64 54 81)

Première secrétaire de rédaction :

Katy PERCHEREAU (07 86 62 03 57)

Directeur artistique : Patrick VERDON

Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUIBAL

ABONNEMENTS-RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Alexandra DORAY, Directrice
ventes@dalloz.fr

Responsable relations clients : Corinne ROUTIER
src@lefebvre-dalloz.fr - Tél. : 01 83 10 10 10

Directrice de clientèle Publicité : Carole MESSALATI

Tél. : 01 40 92 20 24 - publicite@lefebvre-sarut.eu

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 1132,29 € TTC

Etranger : 11175 € HT

Prix au numéro : 49,31 € TTC

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82206

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Janvier 2025

Éditions Dalloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

Siège social : Tour Lefebvre Dalloz

10 place des Vosges - CS 90358

92072 Paris La défense Cedex

RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098

Code APE 5811Z / TVA FR 69 572 195 550

Filiale du groupe Lefebvre

La reproduction, même partielle, de tout élément publié
dans la revue est interdite



Origine du papier : Portugal
Taux de fibres recyclées : 0 %
Prot : 0,08 kg/t

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Fabrice Defferrard

49

Pour une protection pénale
des androïdes parahumains



ACTUALITÉS

52

DROIT DES AFFAIRES

Entreprise en difficulté

Salarié (AGS) : indemnisation en cas
de résiliation judiciaire, Soc. 8 janv. 2025

Salarié (AGS) : indemnisation en cas
de prise d'acte de rupture, Soc. 8 janv. 2025

Fiscalité

Droit d'enregistrement (cession) :
détermination de la nature des droits
sociaux, Com. 18 déc. 2024

Société et marché financier
Valeurs mobilières (offre publique) :
portée des restrictions à la négociabilité,
CJUE 9 janv. 2025

54

DROIT CIVIL

Bien-Propriété

Trouble de voisinage (répétition) :
point de départ de la prescription,
Cv. 3^e, 14 nov. 2024

Propriété (riverain) : qualification de chemin
d'exploitation, Cv. 3^e, 9 janv. 2025

Famille-Personne-Succession
Nationalité (perte par désuétude) :
questions prioritaires de constitutionnalité,
Cv. 1^{er}, 8 janv. 2025

56

DROIT IMMOBILIER

Bail

Bail rural (décès du preneur) : attribution
du bail aux ayants droit, Cv. 3^e, 9 janv. 2025

56

DROIT INTERNATIONAL ET EUROPÉEN

Droit européen

Données personnelles (traitement) :
principe de minimisation des données,
CJUE 9 janv. 2025

Données personnelles (protection) :
missions de l'autorité de contrôle,
CJUE 9 janv. 2025

57

DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

Droit pénal

Dénonciation calomnieuse
(liberté d'expression) : contrôle
de proportionnalité, Crim. 8 janv. 2025

Entrave à la circulation
(liberté d'expression) : contrôle
de proportionnalité, Crim. 8 janv. 2025

Procédure pénale

Détention (conditions indignes) :
aggravation du sort de l'appelant,
Crim. 8 janv. 2025

Enquête européenne (domaine) :
notion de « mesure d'enquête »,
CJUE 9 janv. 2025

59

DROIT PUBLIC

Droit administratif

Étranger (rétention administrative) :
calcul du délai de prolongation,
Cv. 1^{er}, avis, 7 janv. 2025

59

DROIT DU TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

Droit du travail

Licenciement économique (redassement) :
mention des critères de départage,
Soc. 8 janv. 2025

60

PROCÉDURE CIVILE ET VOIE D'EXÉCUTION

Procédure civile

Cycle de conférences (Cour de cassation) :
retour d'expérience des juridictions
pénales internationales



POINT DE VUE

62

Émission de gaz à effet de serre : non-immixtion dans le calcul des réductions à exiger des entreprises.
Sur l'arrêt de la cour d'appel de La Haye dans l'affaire *Milleudéfense* par Noëlle Lenoir



ÉTUDES ET COMMENTAIRES

CHRONIQUE

64

La société de libre partenariat spéciale : lever le voile... du futur droit des sociétés ?
par Clémentine Antoine

PANORAMAS

71

Avocat
décembre 2023 – décembre 2024
par Thierry Wickers

82

Droit du travail
juillet 2024 – décembre 2024
par Stéphane Vernac et Ylias Ferkane

NOTES

Reconnaissance et inscription dans l'acte de naissance du changement de prénom et d'identité de genre dans l'Union européenne, notes sous CJUE 4 oct. 2024

93

La CJUE impose la reconnaissance des changements de sexe dans l'Union européenne : une décision historique... mais dangereuse
par Bernard Haftel

98

Statut personnel du citoyen de l'Union : une dernière fois sur son métier, la Cour de justice a-t-elle remis son ouvrage ?
par Hélène Gaudin et Ludovic Paillet



ENTRETIEN

104

Arthur Carpentier et Théo Scherer – MAD : risques et dérives des fichiers de police

À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au *Recueil Dalloz* donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise.

Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non.

Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du *Recueil Dalloz*, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique, 40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... », 9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence, 20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate), 5 500 signes (références entre parenthèses).



*Téléchargez sur votre smartphone et tablette, l'application gratuite Dalloz sous Android et iOS et connectez-vous à l'aide de vos identifiants personnels ou des identifiants qui vous ont été communiqués lors de votre abonnement ou de votre réabonnement.

Retrouvez également
votre revue numérique
sur Dalloz-Revue.fr

JURISPRUDENCE

Cessions d'actions

L'inscription en compte des actions non cotées :
notion, fonctions, date
Com. 18 sept. 2024,
note Renaud Mortier p. 41

Violence par abus de dépendance et cession de droits sociaux
Com. 10 juill. 2024,
note Samuel François p. 47

Sociétés par actions simplifiées

Décisions collectives des associés : une minorité ne peut l'emporter sur la majorité
Cass., ass. plén., 15 nov. 2024,
note Laurent Godon p. 51

Sociétés et procédure

Distinguer expertise *in futurum* et expertise de gestion
Com. 11 sept. 2024,
note Dominique Schmidt p. 59

Droit pénal des sociétés

Enquête de concurrence : la remise de documents à l'Autorité de la concurrence après la fin d'une visite-perquisition
Crim. 24 sept. 2024,
note Haritini Matsopoulou p. 63

Lefebvre Dalloz

DA|LOZ

REVUE DES SOCIÉTÉS

Janvier 2025 - n° 1

DOSSIER

La transposition de la directive CSRD
Sous la direction d'Isabelle Urbain-Parleani
Avec Bruno Dondero,
Marie-Christine Monsallier,
Muriel de Szilbereky,
Yves Macabies,
Florence Peybernes
et Marie-Christine Daubigny. p. 7

CHRONIQUES

Chronique de droit des marchés financiers
Pierre-Henri Conac,
Bénédicte François,
Anne-Catherine Muller
et Johan Prorok p. 66



Version numérique incluse*



Actualités _____ 2

par Bénédicte François et Benjamin Jeudi

Dossier / La transposition de la directive CSRD _____ 7

Présentation de la Directive CSRD
par Isabelle Urbain-Parleani _____ 7

Les nouvelles classifications introduites
dans le Livre II du code de commerce
(art. L. 230-1 et L. 230-2)
par Bruno Dondero _____ 10

Le Rapport de durabilité
par Marie-Christine Monsallier _____ 15

Une nouvelle profession de certificateurs
par Muriel de Szilbereky _____ 20

La publication d'informations en matière
de durabilité : les sanctions encourues
par la société et ses dirigeants
par Yves Macabies _____ 23

La réforme de la Haute autorité de l'audit, autorité
de régulation de la profession de commissaire
aux comptes et des professionnels qui certifieront
les informations en matière de durabilité en France
par Florence Peybernes _____ 30

Les sanctions administratives prononcées
à l'encontre des commissaires aux comptes,
des OTI et des auditeurs de durabilité
par Marie-Christine Daubigney _____ 34

Jurisprudence _____ 41

Cessions d'actions

L'inscription en compte des actions non cotées :
notion, fonctions, date
Note sous Com. 18 sept. 2024
note Renaud Mortier _____ 41

Violence par abus de dépendance et cession de
droits sociaux
Note sous Com. 10 juill. 2024,
note Samuel François _____ 47

Sociétés par actions simplifiées

Décisions collectives des associés :
une minorité ne peut l'emporter sur la majorité
Note sous Cass., ass. plén., 15 nov. 2024
note Laurent Godon _____ 51

Sociétés civiles

Le sort des dividendes issus de la vente d'actifs
immobiliers d'une SCI en présence
d'un usufruitier de droits sociaux
Note sous Civ. 3^e, 19 sept. 2024
note Nadège Jullian _____ 55

Sociétés et procédure

Distinguer expertise *in futurum* et expertise
de gestion
Note sous Com. 11 sept. 2024
note Dominique Schmidt _____ 59

Droit pénal des sociétés

Enquête de concurrence : la remise de documents
à l'Autorité de la concurrence après la fin
d'une visite-perquisition
Note sous Crim. 24 sept. 2024
note Haritini Matsopoulou _____ 63

Chronique de droit des marchés financiers _____ 66

par Pierre-Henri Conac, Bénédicte François, Anne-Catherine Muller et Johan Prorok

La rédaction de la Revue des sociétés souhaite à ses lecteurs
une excellente année

2025



QUESTION D'ACTUALITÉ

QUELLE SÉCURITÉ JURIDIQUE POUR LES OPÉRATIONS DE CONCENTRATION SOUS LES SEUILS APRÈS ILLUMINA/GRAIL ?

L'arrêt rend plus complexe la coordination des initiatives nationales en la matière. Mais des solutions peuvent être mises en œuvre.

20


www.efl.fr


À LA UNE

Entreprise en difficulté -

En cas de liquidation judiciaire, la capitalisation des intérêts continuant à courir reste possible

8

Biens de l'entreprise - Bail commercial : possibilité de déroger par convention aux règles de compétence territoriale

12

Sociétés - Expertise

de l'article 1843-4 du Code civil : la communication de pièces peut être ordonnée en référé

4

Concurrence - Délais de paiement : le montant dû n'est pas limité à la contrepartie de la prestation principale

13

Lefebvre Dalloz

EDITIONS
FRANCIS LEFEBVRE



Sociétés

- 4 - Communication de pièces au cours d'une expertise 1843-4 du Code civil
- 5 - Responsabilité fiscale du dirigeant social
- 6 - Mise en œuvre d'une garantie de passif
- 7 - Cession des parts de SCP d'un notaire atteignant la limite d'âge

Entreprise en difficulté

- 8 - Arrêt du cours des intérêts en cas de liquidation judiciaire

Contrats

- 8 - Action du créancier du vendeur d'un fonds de commerce contre l'acheteur
- 9 - Faute grave de l'agent commercial
- 10 - Dol du franchiseur
- 10 - Conséquence de l'annulation d'une location de matériel

Finances de l'entreprise

- 11 - Cautionnement de toutes les obligations d'une société auprès d'une banque
- 12 - Taux de l'intérêt légal pour le 1^{er} semestre 2025

Biens de l'entreprise

- 12 - Bail commercial : possibilité de déroger par convention aux règles de compétence territoriale
- 13 - ILC, Ilat et ICC au 3^e trimestre 2024

Concurrence

- 13 - Délais de paiement
- 14 - Autorisation d'exploitation commerciale liée à un permis de construire

Consommation

- 14 - Création d'un site internet et notion de bien nettement personnalisé
- 15 - Sécurité des produits : système d'alerte Safety Gate

Compliance

- 16 - Reporting des sociétés sur les enjeux de durabilité
- 16 - RGPD : collecte indirecte de données

Et aussi...

- 17 - Action devant un tribunal des activités économiques
- 19 - Pouvoirs de l'Arcom à l'égard des fournisseurs de services intermédiaires

Veille

- 26 - Veille fiscale et sociale



QUESTION D'ACTUALITÉ



20

QUELLE SÉCURITÉ JURIDIQUE
POUR LES OPÉRATIONS
DE CONCENTRATION SOUS LES SEUILS
APRÈS ILLUMINA/GRAIL ?

Revue Lamy

Droit des affaires

Recueil de justificatifs et devoir de vigilance du banquier en matière d'ouverture de compte

Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

**La Cour de cassation clôture sa jurisprudence sur la clôture
du compte courant par l'effet de la liquidation judiciaire**

Cheik GALOKHO

**Réticence dolosive et exigence de loyauté : l'équilibre
est-il rompu ?** *Sandrine TISSEYRE*

**Précisions sur le centre des intérêts du débiteur exerçant
la fonction de président de conseil de surveillance
d'une société anonyme** *Ariane PRAVAZ*

**Rapports complexes entre le Règlement Bruxelles I bis
et l'arbitrage international** *Julie CLAVEL-THORAVAL*

Conseil scientifique

Marie-Pierre BLIN-FRANCHOMME :

Maître de conférences HDR Université Toulouse Capitole, chargée de mission développement durable

Jean-Michel do CARMO SILVA :

Professeur de droit, Grenoble École de Management

Emmanuel DAUD :

Avocat associé, Cabinet VIGO

Jack DEMAISON :

Avocat associé, SIMON Associés

Laurence Caroline HENRY :

Professeur - Avocat général en service extraordinaire à la chambre commerciale de la Cour de cassation

Arnaud LECOURT :

Maître de conférences, Université de Pau et des pays de l'Adour

Jacques MESTRE :

Professeur agrégé des Facultés de droit

Cyril NOURISSAT :

Professeur agrégé des Facultés de droit, Université Jean Moulin - Lyon 3

Éditeur : Lamy Liaisons, SAS ayant son siège social 7, rue Emmy Noether - 93400 Saint-Ouen

Représentant légal : Guillaume Deroubaix

Associé unique : Karnov HoldCo France

Directeur de la publication : Guillaume Deroubaix

Directrice des rédactions : Sylvie Duras

Rédacteur en chef : Brice Lemercier

Ont collaboré à ce numéro :

Mariam El Bardan, Annabelle Grosjean, Rolanda Ondo et Brintha Selvachandran

Dépôt légal : à parution

Prix au numéro : 70,63 € TTC

N°ISSN (version en ligne) : 2109-9367

N°ISSN (version imprimée) : 1279-8401

Périodicité : mensuel

N°CPPAP : 0125 T 87146

Crédit photos : Getty Images

Imprimeur : Dupliprint

733 rue Saint-Léonard - 53147 Mayenne

Origine du papier : Pologne

Taux de fibres recyclées : 0%

Certification : PEFC

Eutrophisation : Ptot 0.02 kg/tonne

Pour contacter le service client :

N°Cristal 09 69 39 58 58

APPEL NON SURTAXÉ

Courriel : contact@lamyliaisons.fr

Internet : www.liaisons-sociales.fr

www.lamyline.fr - www.lamy-liaisons.fr



Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle par quelque procédé que ce soit, du contenu issu de la présente publication, effectuée sans autorisation de l'éditeur, est illicite et constitue une contrefaçon.

À compter de janvier 2025, la numérotation de votre Revue évolue et se référence désormais de la manière suivante : RLDA 2025, n° 210-1.

ACTUALITÉS

LES ESSENTIELS DU MOIS 8

SOCIÉTÉS ET GROUPEMENTS 20

- La Cour de cassation clôture sa jurisprudence sur la clôture du compte courant par l'effet de la liquidation judiciaire P. 20
Cheik GALOKHO

- Réticence dolosive et exigence de loyauté : l'équilibre est-il rompu ? P. 25
Sandrine TISSEYRE

INTERNATIONAL..... 30

- Précisions sur le centre des intérêts du débiteur exerçant la fonction de président de conseil de surveillance d'une société anonyme P. 30
Ariane PRAVAZ

PERSPECTIVES

ANALYSE..... 36

- Rapports complexes entre le Règlement Bruxelles I bis et l'arbitrage international P. 36
Julie CLAVEL-THORAVAL

ETUDE 42

- Recueil de justificatifs et devoir de vigilance du banquier en matière d'ouverture de compte P. 42
Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

Revue Lamy Droit des affaires

COLLOQUE DU BARREAU DE PARIS SUR LES ENTREPRISES FACE À LA TRANSITION ENVIRONNEMENTALE

L'émergence d'un droit durable des affaires

Coordination : G. KOUDADJE et Y. UTZSCHNEIDER

Intervenants : P. HOFFMAN, J.-D. SENARD, G. PINEAU, C. GOLLIER, A. HAMELLE, N. MAÏZI, M. BELLAN, H. LE PAS DE SÉCHEVAL, P. ZAOUATI, R. MOUTON, F. BONNIFET, M. GILBERT, P. LAGESSE, L. LAIGO, I. LUC, M. CHAGNY, J. CATALA-MARTY, A. PASCAL, L. EHRHART, V. MONTRIEUX, B. GRAULLE, J. ERNEWEIN, P. HUC, M. DE VIRGILIIS, A. MOUSTARDIER, S. LOCHMANN, M. YZQUIERDO, F. BAAB, S. KERSCHNER, C. DARGHAM, V. BOUSARDO

Conseil scientifique

Marie-Pierre BLIN-FRANCHOMME :

Maître de conférences HDR Université Toulouse Capitole, chargée de mission développement durable

Jean-Michel do CARMO SILVA :

Professeur de droit, Grenoble École de Management

Emmanuel DAUD :

Avocat associé, Cabinet VIGO

Jack DEMAISON :

Avocat associé, SIMON Associés

Laurence Caroline HENRY :

Professeur - Avocat général en service extraordinaire à la chambre commerciale de la Cour de cassation

Arnaud LECOURT :

Maître de conférences, Université de Pau et des pays de l'Adour

Jacques MESTRE :

Professeur agrégé des Facultés de droit

Cyril NOURISSAT :

Professeur agrégé des Facultés de droit, Université Jean Moulin - Lyon 3

Éditeur : Lamy Liaisons, SAS ayant son siège social 7, rue Emmy Noether - 93400 Saint-Ouen

Représentant légal : Guillaume Deroubaix

Associé unique : Karnov HoldCo France

Directeur de la publication : Guillaume Deroubaix

Directrice des rédactions : Sylvie Duras

Rédacteur en chef : Brice Lemercier

Dépôt légal : à parution

Ne peut être vendu séparément de la revue principale

N°ISSN (version en ligne) : 2109-9367

N°ISSN (version imprimée) : 1279-8401

Périodicité : mensuel

N°CPPAP : 0125 T 87146

Crédit photos : Getty Images

Imprimeur : Duplirprint

733 rue Saint-Léonard - 53147 Mayenne

Origine du papier : Pologne

Taux de fibres recyclées : 0%

Certification : PEFC

Eutrophisation : Ptot 0.02 kg/tonne

Pour contacter le service client :

N°Cristal 09 69 39 58 58

APPEL NON SURTAXE

Courriel : contact@lamyliaisons.fr

Internet : www.liaisons-sociales.fr

www.lamyline.fr - www.lamy-liaisons.fr



Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle par quelque procédé que ce soit, du contenu issu de la présente publication, effectuée sans autorisation de l'éditeur, est illicite et constitue une contrefaçon.

À compter de janvier 2025, la numérotation de votre Revue évolue et se référence désormais de la manière suivante : RLDA 2025, suppl. n° 210-1.

PROPOS INTRODUCTIFS 3

- **Avant-propos P. 3**
Gépy KOUDADJE, Yann UTZSCHNEIDER
- **Résumé décideurs P. 4**
- **Discours d'ouverture P. 9**
Pierre HOFFMAN
- **Témoignage P. 11**
Jean-Dominique SENARD

TABLES RONDES..... 19

- **Changement climatique et entreprises P. 19**
Marie BELLAN, Christian GOLLIER, Aurélien HAMELLE, Nadia MAÏZI, Garance PINEAU
- **Gouvernance durable P. 33**
Gépy KOUDADJE, Helman LE PAS DE SÉCHEVAL, Romain MOUTON, Philippe ZAOUATI
- **Transition juste P. 43**
Fabrice BONNIFET, Maddy GILBERT, Pascale LAGESSE, Laurence LAIGO
- **Transition écologique et droit de la concurrence P. 54**
Julie CATALA-MARTY, Muriel CHAGNY, Irène LUC, Yann UTZSCHNEIDER
- **Lutte contre la fraude et le greenwashing P. 65**
Ludovic EHRHART, Julie ERNEWEIN, Bénédicte GRAULLE, Vincent MONTRIEUX, Ambroise PASCAL
- **Contentieux ESG P. 77**
Philippine HUC, Sabine LOCHMANN, Alexandre MOUSTARDIER, Monica DE VIRIGILIIS
- **Quelles tendances à l'international ? P. 88**
Frédéric BAAB, Christian DARGHAM, Seth KERSCHNER, Marine YZQUIERDO

CLOTÛRE 99

- **Synthèse P. 99**
Gépy KOUDADJE, Yann UTZSCHNEIDER
- **Discours de clôture P. 101**
Vanessa BOUSARDO

Actualité des procédures collectives, n° 1 du 10 janvier 2025

Sommaire du numéro

Repère

DÉCLARATION DE CRÉANCE

La déclaration au passif par la caution de sa créance de recours après paiement interrompt la prescription à l'égard de la sous-caution

N° 1 - Par Pierre CAGNOLI

[Consulter le PDF](#)

Alertes

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | ORGANES

Effet en France du dessaisissement consécutif à une liquidation judiciaire ouverte à l'étranger

N° 2

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | DÉCLARATION DE CRÉANCE

Déclaration de créance par la caution : effet pour la sous-caution

N° 3

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | DÉCLARATION DE CRÉANCE

Porter une créance à la connaissance du mandataire judiciaire n'est pas synonyme de renonciation à se prévaloir de sa prescription

N° 4

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | CONTESTATION DE CRÉANCE

Compétence du juge-commissaire et appréciation du caractère sérieux de la contestation

N° 5

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | ARRÊT DES POURSUITES

Pendant le plan, l'interruption des poursuites individuelles perdure

N° 6

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | SALARIÉS

La contribution de l'employeur au financement du contrat de sécurisation professionnelle n'est pas une créance de salaire garantie par le superprivilège

N° 7

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | SALARIÉS

Contrôle du PSE par l'autorité administrative en cas de liquidation judiciaire : les précisions du Conseil d'État

N° 8 - Par Marie-Noëlle ROUSPIDE-KATCHADOURIAN

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | CLAUSE DE RÉSERVE DE PROPRIÉTÉ

Office du juge-commissaire saisi d'une demande d'autorisation de payer la créance antérieure du vendeur de marchandises objet d'une clause de réserve de propriété

N° 9

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | SANCTIONS PATRIMONIALES ET PERSONNELLES

Déclarer son état de cessation des paiements dans les 45 jours ? Pas pour le débiteur en conciliation !

N° 10 - Par Florent PETIT

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | SANCTIONS PATRIMONIALES ET PERSONNELLES

Responsabilité pour insuffisance d'actif et sanctions professionnelles : nouveaux rappels procéduraux

N° 11 - Par Florent PETIT

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | RESPONSABILITÉ DES TIERS

Faute de la banque octroyant un prêt à un associé de SNC en liquidation judiciaire

N° 12

[Consulter le PDF](#)

SURENDETTEMENT ET RÉTABLISSEMENT PERSONNEL | RÉTABLISSEMENT PERSONNEL

Rétablissement personnel et relevé de forclusion en cas de cession de créances

N° 13

[Consulter le PDF](#)

SURENDETTEMENT ET RÉTABLISSEMENT PERSONNEL | RÉTABLISSEMENT PERSONNEL

Exclusion des dettes ayant pour origine des manoeuvres frauduleuses

N° 14

[Consulter le PDF](#)

La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 2 du 13 janvier 2025

Sommaire du numéro

La Semaine du droit

ÉDITO

Juger les politiques

N° 32 - Par Patrice SPINOSI

[Consulter le PDF](#)

LES ACTEURS | PRIX

Abnousse Shalmani, lauréate du Prix Gisèle Halimi 2024

N° 33 - Par Hanna ABITBOL

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 1er au 8 janvier 2025

N° 34

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 16 au 29 décembre 2024

N° 35

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | ÉTAT CIVIL

Changement de prénom : preuve et appréciation de l'intérêt légitime résultant d'un usage (peu) prolongé

N° 36 - Par Marie LAMARCHE et Jean-Jacques LEMOULAND

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | RESPONSABILITÉ CIVILE

Recours des tiers payeurs : précisions jurisprudentielles sur l'imputation de diverses prestations sociales

N° 37 - Par Stéphanie PORCHY-SIMON

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CRYPTO-ACTIFS

Renforcement des obligations de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme pour les crypto-actifs

N° 38

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | TRIBUNAUX DE COMMERCE

Renforcement de l'obligation de siéger pour les juges consulaires et réforme du statut des évaluateurs des pôles sociaux

N° 39

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | TRIBUNAUX DE COMMERCE

Expérimentation de la contribution financière pour la justice économique

N° 40

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 1er au 8 janvier 2025

N° 41

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 16 au 29 décembre 2024

N° 42

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉS

L'introuvable (mais indispensable) faute séparable de l'associé

N° 43 - Par Jean-Baptiste BARBIÈRI

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | PRISONS

Travail en milieu pénitentiaire : santé, sécurité et accès à l'assurance chômage pour les détenus

N° 44

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 1er au 8 janvier 2025

N° 45

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | LOI DE FINANCES

Finances publiques : publication de la loi spéciale

N° 46

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | COMMANDE PUBLIQUE

Simplification du droit de la commande publique

N° 47

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | CONSTRUCTION-URBANISME

Mise en conformité du Code de l'urbanisme avec la directive Seveso III

N° 48

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | ENREGISTREMENT

Date du fait générateur des droits d'enregistrement en cas de cession de droits sociaux

N° 49 - Par Lucienne ERSTEIN

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 1er au 8 janvier 2025

N° 50

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 16 au 29 décembre 2024

N° 51

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | PROTECTION DES CONSOMMATEURS

Les conditions de la responsabilité du distributeur pour les produits défectueux

N° 52 - Par Dominique BERLIN

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | LIBERTÉ DE CIRCULATION DES CAPITAUX

Indépendance de l'avocat et besoin de financement

N° 53 - Par Dominique BERLIN

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | CITOYENNETÉ DE L'UNION

L'état civil, dans l'Union européenne, de la personne transsexuelle : comprendre l'arrêt Mirin

N° 54 - Par Louis D'AVOUT

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | APPEL

Le droit d'action et l'exécution provisoire

N° 55 - Par Philippe GERBAY

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | UNIVERSITÉS

Le dynamisme de la filière AES

N° 56 - Par Jimmy LOPEZ

[Consulter le PDF](#)

La Semaine de la doctrine



L'ÉTUDE | DONNÉES PERSONNELLES

Droit européen : comment une donnée personnelle devient-elle « de santé » ?

N° 57 - Par Francis MEGERLIN et Erwan PINILLA

[Consulter le PDF](#)

LA CHRONIQUE | PERSONNES

Droit des personnes

N° 58 - Par Bernard TEYSSIÉ et Nicolas ANCIAUX

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | DROIT INTERNATIONAL

Les nouvelles obligations des entreprises en matière d'information extra-financière : regards croisés franco-chinois

N° 59 - Par Gilles LHUILLIER

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | OUVRAGE

Pour une autre justice - La voie restaurative

N° 60

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | OUVRAGE

Juris'Game - procédure civile. - Apprends la procédure civile en jouant aux cartes !

N° 61

[Consulter le PDF](#)

La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 3 du 16 janvier 2025

Sommaire du numéro

Échos de la pratique

ENTREPRISE

3 QUESTIONS - La conformité : un frein pour la compétitivité européenne ?

N° 34 - Par Élodie VALETTE , Claire LAVARDE et Camille TOULORGE

[Consulter le PDF](#)

PROTECTION DU CONSOMMATEUR

Notation des produits et services de consommation

N° 35

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Droit pénal de la sécurité et de la santé au travail

N° 36

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Gestion de patrimoine et démembrement de propriété

N° 37

[Consulter le PDF](#)

DONNÉES CHIFFRÉES

Introductions en bourse en 2024

N° 38

[Consulter le PDF](#)

Actualités

AFFAIRES | ASSURANCE

Solvabilité II et IRRD : publication des nouvelles règles pour le secteur des assurances

N° 39

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | AVOCAT

Indépendance de l'avocat et besoin de financement

N° 40

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

Financement participatif : modalités d'accès aux renseignements détenus par la Banque de France sur la situation des entreprises

N° 41

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

Modification de l'accès aux informations du fichier des comptes bancaires (FICOBA)

N° 42

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

La DGCCRF désignée comme autorité de contrôle des pratiques commerciales en ligne

N° 43

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

Le cartel des compotes : fin de la saga judiciaire

N° 44

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE

Guichet unique : modalités de délivrance d'un récépissé par l'organisme unique en cas de difficulté grave de fonctionnement du service informatique

N° 45

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE

L'AMF revient sur la mise en application du règlement sur les obligations vertes européennes

N° 46

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | INFRACTION ÉCONOMIQUE

Renforcement des obligations de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme pour les crypto-actifs

N° 47

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | INFRACTION ÉCONOMIQUE

Mesures de vigilance complémentaires des émetteurs de jetons de monnaie électronique

N° 48

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

Notification EMIR 3 : mise à jour par l'AMF des formulaires

N° 49

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

L'AMF met à jour sa doctrine sur les fonds ESG en conformité avec l'ESMA

N° 50

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

Résilience numérique des entités financières : publication par l'AMF d'un dossier sur la mise en oeuvre du règlement DORA

N° 51

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

Mise en oeuvre du règlement MiCA : nouvelles obligations pour les crypto-actifs

N° 52

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ PUBLIC

Simplification du droit de la commande publique

N° 53

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | RESPONSABILITÉ CIVILE

Extension possible de la responsabilité du fait des produits défectueux au fournisseur dont le nom coïncide avec la marque apposée sur le produit par le fabricant

N° 54

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Les nouvelles règles relatives à l'amélioration du droit des sociétés à l'ère numérique sont publiées

N° 55

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | URBANISME COMMERCIAL

Simplification de la durée d'autorisation d'exploitation commerciale

N° 56

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

Renforcement de l'accompagnement des travailleurs indépendants en difficulté dans le cadre de l'expérimentation IAE

N° 57

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

Nullité des redressements Urssaf fondés sur des méthodes d'évaluation non conformes

N° 58

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

Extension de la couverture AGS aux ruptures de contrat initiées par le salarié pour faute grave de l'employeur

N° 59

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FRAUDE FISCALE

Lutte contre les fraudes aux finances publiques : l'ONAF en première ligne

N° 60 - Par Pierre-Philippe BOUTRON-MARMION et Juliette FONTAN

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | ENREGISTREMENT

Date du fait générateur des droits d'enregistrement en cas de cession de droits sociaux

N° 61

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES PARTICULIERS

Inconstitutionnalité de l'exonération fiscale limitée aux agents généraux d'assurances ayant exercé leur activité à titre individuel

N° 62

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | LIQUIDATION JUDICIAIRE

Le dirigeant d'une société, dirigeante d'une SAS en liquidation judiciaire, peut-il voir sa responsabilité pour insuffisance d'actif engagée ?

N° 1020 - Par Thierry BONNEAU

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Du traitement des créances assorties de sûretés en classes de parties affectées

N° 1021 - Par Nicolas BORGA

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

1022 ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ - Liquidation judiciaire - Arrêt de l'exécution provisoire - Perspective de recouvrement de liquidités importantes

N° 1022

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COMPÉTENCE

Affaire Euronaval : compétence du juge judiciaire et mise en oeuvre d'une obligation de droit international par un acte administratif

N° 1023 - Par Ghislain POISSONNIER et François DUBUISSON

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

Contestation des opérations de paiement non autorisées : une double preuve à la charge du banquier qui souhaite s'exonérer

N° 1024 - Par Karine RODRIGUEZ

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

OPÉRATION DE PAIEMENT - Utilisation frauduleuse de la carte bancaire - Hameçonnage - Absence de négligence grave du titulaire de la carte

N° 1025

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

OPÉRATION DE PAIEMENT - Virement - Responsabilité du banquier - Absence d'anomalie apparente

N° 1026

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONTRATS ET OBLIGATIONS

Technique contractuelle

N° 1027 - Par Jean-Baptiste SEUBE , Marie-Pierre DUMONT , Philippe GRIGNON ,

Romain LOIR et Roberto THIANCOURT

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | PLAN DE SAUVEGARDE DE L'EMPLOI

Contrôle d'un document unilatéral élaboré par le liquidateur judiciaire : des zestes de singularité

N° 1028 - Par David JACOTOT

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | LOI DE FINANCES

« Loi spéciale » : quel périmètre et quels enjeux ?

N° 1029 - Par Benjamin HOMO et Nicolas VERGNET

[Consulter le PDF](#)

À la une

Barème de capitalisation 2025

étude par Guillaume LEROY, Frédéric PLANCHET et Lucie SALVADOR

L'édition 2025 du barème de la Gazette du Palais permettant de calculer la capitalisation des rentes destinées aux victimes de dommages corporel est désormais disponible. Nouveauté cette année : en plus des tables de mortalité stationnaires de l'INSEE 2020-2022, le barème inclut les tables prospectives INSEE 2021-2121 pour aider les praticiens à mieux anticiper l'évolution de la mortalité.



© Image générée par IA

Doctrine

Règlement sur l'intelligence artificielle : les principales obligations applicables aux systèmes d'intelligence artificielle

note par Samir MERABET
sous PE et Cons. UE, règl. n° 2024/1689,
13 juin 2024

Jurisprudence

Le droit de se taire confronté à la qualité à agir en nullité de l'exploitation d'images d'un système de vidéoprotection

note par Rodolphe MÉSA
sous Cass. crim., 13 nov. 2024

Actes de colloque

Les Ateliers des voies d'exécution - 5^e édition

Gazette Spécialisée

PROCÉDURE CIVILE

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

• Soraya AMRANI-MEKKI

Agrégée des facultés de droit, directrice du département Droit de l'École de droit de Sciences Po Paris

AVEC LA PARTICIPATION DE

Dylan AFRESNE, Corinne BLÉRY, Thibault GOUJON-BETHAN, Florence GUERRE, Marilyn GUEZ, Harold HERMAN, Nicolas HOFFSCHIR, Mehdi KEBIR, Ludovic LAUVERGNAT, Vincent ORIF, Martin PLISSONNIER, Alexandre VICTOROFF et Vincent ÉGÉA



Gazette du Palais

Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

Directrice générale, Directrice de la publication :

Emmanuelle Filiberti

Présidente du Conseil scientifique :

Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie

Coordinatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach

Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck
et Samuel Seroc

Responsable scientifique :

Pauline Le Monnier de Gouville

Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :

Tél. : 01 40 93 40 00

Courriel : redactiongp@lextenso.fr

Abonnements :

Tél. : 01 40 93 40 40

Courriel : relationclients@lextenso.fr

Publicité : julien.combaud@lextenso.fr

Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2025

· Prix TTC au n° : 25,53 €

+ frais de port

· Abonnement France (un an) :

Journal seul : 621,79 € TTC

Recueils + table seuls : 601,37 € TTC

Journal, recueil + table : 832,12 €

Abonnement feuilletable numérique : 264,44 € TTC

· Abonnement étranger (un an) :

Journal seul : 699 €

Journal, recueil + table : 899 €

Abonnement feuilletable numérique : 259 €

Internet : gazette-du-palais.fr

Twitter : [@LextensoAvocat](https://twitter.com/LextensoAvocat)

Commission paritaire n° 0528 T 83097

ISSN 0242-6331

Dépôt légal à parution

Imprimé par Duplprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,

53101 Mayenne CEDEX

sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres

recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),

issus de forêts gérées durablement ;

impact gaz à effet de serre

pour un exemplaire : 828 g éq. CO₂



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :

Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Toute reproduction, même partielle, est interdite,

sauf exceptions prévues par la loi.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par

courriel en format word à redactiongp@lextenso.fr

et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas

de page et espaces compris).

La rédaction n'est pas responsable des manuscrits

communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon

suivante : GPL 7 déc. 2023, n° GPL430b0.

Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant

unique permettant de retrouver directement l'article

via un moteur de recherche ou sur www.labase-lextenso.fr

Actualité

- GPL472c0 ■ Les hauts magistrats en appellent au pouvoir exécutif 3
- GPL472a2 ■ Justice : les premières annonces de Gérald Darmanin 4
- GPL472a1 ■ Handicap, langage judiciaire... : le TJ de Lyon poursuit les objectifs de son comité des usagers 5
- GPL472a7 ■ L'EFB fait sa rentrée sous le signe de l'« Art » 6


Technique

- GPL472d2 ■ Nouvelle année, nouveau barème ! étude par Laurence GARNERIE 8
- GPL471y4 ■ Barème de capitalisation 2025 étude par Guillaume LEROY, Frédéric PLANCHET et Lucie SALVADOR 9

Doctrine

- GPL471y5 ■ Règlement sur l'intelligence artificielle : les principales obligations applicables aux systèmes d'intelligence artificielle note par Samir MERABET sous PE et Cons. UE, règl. n° 2024/1689, 13 juin 2024 30

Jurisprudence

- GPL471u4 ■ Le droit de se taire confronté à la qualité à agir en nullité de l'exploitation d'images d'un système de vidéoprotection note par Rodolphe MÉSA sous Cass. crim., 13 nov. 2024 36
- GPL471q4 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation par Catherine BERLAUD 39
- GPL471s7 ■ Panorama de jurisprudence du Conseil d'État par Nathalie FINCK et Samuel SEROC 42
- GPL470x8 ■ Chronique de jurisprudence de droit de la responsabilité civile sous la direction scientifique de Vincent MAZEAUD avec la collaboration de Marie DUGUÉ, Stéphane GERRY-VERNIÈRES et Zoé JACQUEMIN en exclusivité sur la Base Lextenso : <https://text.so/GPL470x8> 

Actes de colloque

- GPL472a6 ■ Les Ateliers des voies d'exécution - 5^e édition par Julien THÉRON, Élodie VALETTE, Raphaël PETAVY et Gilles MALFRE 45

Gazette Spécialisée

PROCÉDURE CIVILE

53

Sous la responsabilité scientifique de Soraya AMRANI-MEKKI

PRATIQUE P. 18

DROIT FISCAL

Analyse critique de la doctrine administrative relative au nouveau régime fiscal de la dette de restitution

par *Henri Leyrat***ACTUALITÉS** P. 5

DROIT FISCAL

Loi de finances spéciale
pour 2025**PROFESSIONS**Décret du 30 décembre 2024
portant réforme de l'INFN**ENTREPRISE**Modalités de publication
et tarifs des annonces judiciaires
et légales pour 2025**PROFESSIONS**Publication du référentiel
des vérifications et des éléments
du rapport d'inspection
des notaires**DOCTRINE** P. 27

IMMOBILIER

Usucapion et publication
d'un acte d'incorporation
au domaine privé
de la communepar *Maxime Pernot***CHRONIQUES** P. 33

IMMOBILIER

Droit notarial des collectivités
localespar *Christian Pisani*

ACTUALITÉS P. 5

À LA UNE

DEF223r9 ■ Loi de finances spéciale pour 2025

À LA UNE

DEF223s0 ■ Décret du 30 décembre 2024 portant réforme de l'INFN

ENTREPRISE

DEF223r2 ■ Modalités de publication et tarifs des annonces judiciaires et légales pour 2025

FISCAL

DEF223r3 ■ Taux du paiement fractionné ou différé pour 2025

PROFESSION

DEF223r6 ■ Publication du référentiel des vérifications et des éléments du rapport d'inspection des notaires

PROFESSION

DEF223r5 ■ Nouveau report de l'entrée en vigueur de la légalisation et de l'apostille par les notaires

PRATIQUE P. 18

QUESTIONS-RÉPONSES

DEF223m0 ■ Analyse critique de la doctrine administrative relative au nouveau régime fiscal de la dette de restitution par **Henri Leyrat**

DOCTRINE P. 27

DEF223f4 ■ Usucapion et publication d'un acte d'incorporation au domaine privé de la commune par **Maxime Pernot**

CHRONIQUES P. 33

DEF223j2 ■ Droit notarial des collectivités locales par **Christian Pisani**

VIE PRO P. 40

OFFRES ET DEMANDES P. 45

INDICES P. 48

La rédaction du *Deffrénois*
vous souhaite une très belle année 2025